

Brochure n° 3258

**Convention collective nationale**  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

ACCORD DU 22 FÉVRIER 2011  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> MARS 2011  
(MIDI-PYRÉNÉES)

NOR : ASET1150571M  
IDCC : 1597

Entre :

La FFB Midi-Pyrénées ;

La fédération Sud-Ouest des SCOP du BTP ;

L'union régionale CAPEB Midi-Pyrénées,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC BATIMAT-TP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application des articles XII.8 et XII.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés) ;

En application et conformément à l'accord national du 12 février 2002 relatif aux barèmes de salaires minimaux des ouvriers et des ETAM du bâtiment,

les organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la région Midi-Pyrénées se sont réunies le 22 février 2011 et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment en Midi-Pyrénées comme suit :

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL minimal	TAUX HORAIRE minimal
Niveau I			
Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 397,38	9,21
– position 2	170	1 429,97	9,43
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 515,48	9,99
Niveau III			
Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 657,98	10,93
– position 2	230	1 771,99	11,68

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL minimal	TAUX HORAIRE minimal
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 886,00	12,43
– position 2	270	2 000,00	13,19

## Article 2

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de la Haute-Garonne, et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Toulouse.

## Article 3

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

Fait à Toulouse, le 22 février 2011.

(Suivent les signatures.)